

ASSOCIATION BGE NIEVRE YONNE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2020**



ASSOCIATION BGE NIEVRE YONNE

Siège social : 47 Bis, Rue Henri Bouquillard

B.P. 9 - Les Montôts

58022 NEVERS CEDEX

RCS NEVERS 331 829 028 00074

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2020

ASSOCIATION BGE NIEVRE YONNE

Siège social : 47 Bis, Rue Henri Bouquillard

B.P. 9 - Les Montôts

58022 NEVERS CEDEX

RCS NEVERS 331 829 028 00074

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2020

Aux membres de l'association,

I - Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION BGE NIEVRE YONNE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II - Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

u

III - Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Nous avons vérifié la concordance du montant des disponibilités de l'Association avec les documents émanant des établissements financiers.

Nous avons également contrôlé le correct rattachement des produits à l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV - Vérification des documents adressés aux membres de l'Association

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'Association sur la situation financière et les comptes annuels.

V - Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

u

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

VI - Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.


Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à COSNE SUR LOIRE,
Le 3 septembre 2021

COGEP AUDIT
Catherine CREVAN


Commissaire aux Comptes
et Membre associé

■ Bilan simplifié

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/20	Net au 31/12/19
ACTIF IMMOBILISE				
Concessions, brevets et droits assimilés	3 830,83	933,48	2 897,35	224,38
Constructions	1 477,23	1 477,23		
Autres immobilisations corporelles	42 920,97	30 571,22	12 349,75	9 968,77
Immobilisations financières				
Autres immobilisations financières	3 624,59		3 624,59	3 566,35
Total I	51 853,62	32 981,93	18 871,69	13 759,50
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Créances				
Usagers et comptes rattachés	261 003,92		261 003,92	87 306,34
Autres créances	344 437,83		344 437,83	312 815,53
Divers				
Disponibilités	81 951,16		81 951,16	205 902,89
Charges constatées d'avance	118,91		118,91	16 236,37
Total II	687 511,82		687 511,82	622 261,13
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	739 365,44	32 981,93	706 383,51	636 020,63

■ Bilan simplifié

	Net au 31/12/20	Net au 31/12/19
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise	12 000,00	18 000,00
Autres fonds propres avec droit de reprise	12 000,00	18 000,00
Réserves	233 176,34	201 298,31
Réserves statutaires ou contractuelles	44 166,00	44 166,00
Autres réserves	189 010,34	157 132,31
Excédent ou déficit de l'exercice	17 505,85	31 878,03
Situation nette (sous-total)	262 682,19	251 176,34
Total I	262 682,19	251 176,34
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Total II		
PROVISIONS		
Provisions pour charges	87 196,00	87 276,00
Total III	87 196,00	87 276,00
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts	6 595,77	12 636,81
Découverts et concours bancaires	509,59	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	7 105,36	12 636,81
Emprunts et dettes financières diverses	9 161,90	9 343,38
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	130,15	130,15
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	99 281,52	65 976,48
Dettes fiscales et sociales	163 568,94	138 641,61
Autres dettes	3 365,45	11 714,00
Produits constatés d'avance	73 892,00	59 125,86
Total IV	356 505,32	297 568,29
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	706 383,51	636 020,63

■ Compte de résultat simplifié

	du 01/01/20 au 31/12/20 12 mois	du 01/01/19 au 31/12/19 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et de services	740 347,28	645 657,21
Ventes de prestations services	740 347,28	645 657,21
Produits de tiers financeurs	85 797,75	187 271,33
Concours publics et subventions d'exploitation	85 797,75	187 271,33
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de charges	114,02	5 573,56
Autres produits	548,27	271,24
Total I	826 807,32	838 773,34
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	186 382,50	208 909,60
Impôts, taxes et versements assimilés	21 326,28	25 867,12
Salaires et traitements	436 993,96	417 456,44
Charges sociales	157 692,52	147 661,48
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	5 560,66	2 781,67
Dotations aux provisions		6 145,00
Autres charges	288,24	825,34
Total II	808 244,16	809 646,65
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	18 563,16	29 126,69
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	381,18	688,88
Total III	381,18	688,88
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	554,63	702,75
Total IV	554,63	702,75
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-173,45	-13,87
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	18 389,71	29 112,82
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		3 273,03
Total V		3 273,03
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	883,86	507,82
Total VI	883,86	507,82
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-883,86	2 765,21
Total des produits (I + III + V)	827 188,50	842 735,25
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VIII))	809 682,65	810 857,22
EXCEDENT OU DEFICIT	17 505,85	31 878,03
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NAT		
TOTAL		

■ Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : BGE NIEVRE-YONNE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2020, dont le total est de 706 384 euros

et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 17 506 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 14/04/2021 par les dirigeants de l'association.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2020 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC 2018-06 et du règlement CRC 99-01 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et au plan comptable particulier des établissements d'enseignement privés sous contrat.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

■ Règles et méthodes comptables

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

■ Règles et méthodes comptables

Conséquences de l'événement Covid-19

L'événement Covid-19 est susceptible d'avoir des impacts significatifs sur le patrimoine, la situation financière et les résultats des entreprises. Une information comptable pertinente sur ces impacts constitue un élément clé des comptes de la période concernée.

Pour cela, l'entreprise a retenu une approche ciblée pour exprimer les principaux impacts pertinents sur la performance de l'exercice et sur sa situation financière. Cette approche est recommandée par l'Autorité des Normes Comptables dans la note du 18 mai 2020 pour fournir les informations concernant les effets de l'événement Covid-19 sur ses comptes.

Méthodologie suivie

Les informations fournies portent sur les principaux impacts, jugés pertinents, de l'événement qui sont enregistrés dans ses comptes. Il a été fait une distinction entre les effets ponctuels et les effets structurels. Ces effets sont détaillés en tenant compte des interactions et incidences de l'événement sur les agrégats usuels en appréciant les impacts bruts et nets. Les mesures de soutien dont elle a pu bénéficier sont également évaluées.

L'événement Covid-19 étant toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels, l'entreprise est en incapacité d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir.

■ Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	3 919	3 599	3 687	3 831
Immobilisations incorporelles	3 919	3 599	3 687	3 831
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagement des constructions	1 477			1 477
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagement divers	15 870			15 870
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	27 567	7 016	7 532	27 051
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	44 914	7 016	7 532	44 398
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	3 566	58		3 625
Immobilisations financières	3 566	58		3 625
ACTIF IMMOBILISE	52 400	10 673	11 219	51 854

■ Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Augmentations de l'exercice	3 599	7 016	58	10 673
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	3 599	7 016	58	10 673
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Diminutions de l'exercice	3 687	7 532		11 219
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions	3 687	7 532		11 219
Scissions				
Mises hors service				

Amortissements des immobilisations

■ Notes sur le bilan

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	3 694	926	3 687	933
Immobilisations incorporelles	3 694	926	3 687	933
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	1 477			1 477
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	11 201	1 086		12 288
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	22 267	3 549	7 532	18 283
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	34 946	4 635	7 532	32 048
ACTIF IMMOBILISE	38 640	5 561	11 219	32 982

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 609 185 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	3 625		3 625
Créances Clients et Comptes rattachés			
Créances Clients et Comptes rattachés	261 004	261 004	
Autres	344 438	344 438	
Charges constatées d'avance	119	119	
Total	609 185	605 561	3 625
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Produits à recevoir	343 431
Total	343 431

■ Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	87 276				87 196
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total	87 276				87 196
Provisions pour risques et charges					
Exploitation			80		
Financières					
Exceptionnelles					

■ Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 356 375 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	510	510		
- à plus de 1 an à l'origine	6 596	6 087	509	
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	9 162	9 162		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	99 282	99 282		
Dettes fiscales et sociales	163 569	163 569		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	3 365	3 365		
Produits constatés d'avance	73 892	73 892		
Total	356 375	355 866	509	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	6 223			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	78 002
Dettes provis. pr congés à payer	61 877
Autres charges de personnel à payer	17 507
Charges sociales s/congés à payer	28 627
Total	186 014

■ Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	119		
Total	119		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	73 892		
Total	73 892		